

SENATO DELLA REPUBBLICA  
VIII LEGISLATURA

---

(N. 918)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 maggio 1980  
(V. Stampato n. 616)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri  
(MALFATTI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia  
(MORLINO)

e col Ministro dell'Interno  
(ROGNONI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 22 maggio 1980*

---

Adesione alla Convenzione relativa all'indicazione dei nomi  
e dei cognomi nei registri di stato civile, firmata a Berna  
il 13 settembre 1973, e sua esecuzione

---

DISEGNO DI LEGGE

---

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione relativa all'indicazione dei nomi e dei cognomi nei registri di stato civile, firmata a Berna il 13 settembre 1973.

## Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 della Convenzione stessa.

**CONVENTION****relative à l'indication des noms et prénoms  
dans les registres de l'état civil**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'assurer l'indication uniforme des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, sont convenus des dispositions suivantes:

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**

La présente Convention s'applique à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, de toute personne, quelle que soit sa nationalité.

Elle ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit en vigueur dans les Etats contractants concernant la détermination des noms et prénoms.

Elle ne préjudicie en rien aux changements intervenus légalement dans les noms et prénoms après qu'ont été dressés les actes ou documents qui sont présentés en vue de l'établissement d'un nouvelle acte.

Elle ne fait pas obstacle à ce que l'autorité appelée à établir un nouvel acte y redresse les erreurs évidentes de rédaction que comporteraient, en ce qui concerne les noms et prénoms, les actes ou documents qui lui sont présentés.

**ARTICLE 2.**

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans les mêmes caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront reproduits littéralement, sans modification ni traduction.

## LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Les signes diacritiques que comportent ces noms et prénoms seront également reproduits, même si ces signes n'existent pas dans la langue en laquelle l'acte doit être dressé.

## ARTICLE 3.

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans d'autres caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront, sans aucune traduction, reproduits par translittération dans toute la mesure du possible.

S'il existe des normes recommandées par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO), ces normes devront être appliquées.

## ARTICLE 4.

En cas de divergence dans la graphie des noms ou prénoms entre plusieurs documents présentés, l'intéressé sera désigné conformément aux actes de l'état civil ou aux documents établissant son identité rédigés dans l'Etat dont il était ressortissant, lors de l'établissement de l'acte ou du document.

Pour l'application de la présente disposition, le terme « ressortissant » comprend les personnes qui ont la nationalité de cet Etat ainsi que les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

## ARTICLE 5.

A défaut de règles contraires de droit interne en la matière, dans tout acte dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, la personne qui n'a pas de nom ou dont le nom n'est pas connu sera désignée par ses seuls prénoms. Si elle n'a pas de prénoms ou si ceux-ci sont également inconnus, elle sera désignée dans l'acte par l'appellation sous laquelle elle est connue.

## ARTICLE 6.

Lorsque dans deux ou plusieurs actes dressés dans des registres de l'état civil par des autorités des Etats contractants une même personne est désignée par des noms ou prénoms différents, les autorités compétentes de chaque Etat contractant prendront, le cas échéant, des mesures en vue de la suppression des divergences.

A cette fin, les autorités des Etats contractants pourront correspondre directement entre elles.

## LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## ARTICLE 7.

Les Etats signataires notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

## ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité. Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

## ARTICLE 9.

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable à l'Etat ou au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

## LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## ARTICLE 10.

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations Unies ou d'une organisation spécialisée des Nations Unies pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

## ARTICLE 11.

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 8 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Berne, le treize septembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

*Pour la République Fédérale d'Allemagne*

*Pour la République d'Allemagne, est considéré comme ressortissant au sens de la présente Convention quiconque est Allemand au sens de la loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne*

FERID MÜHLENHÖVER

*Pour la République d'Autriche*

FRITZ SCHWIND

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

*Pour le Royaume de Belgique*

**LEROY**

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*

**HENRI DELVAUX**

*Pour le Royaume des Pays-Bas*

*En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, les termes « Territoire métropolitain » et « Territoires extramétropolitains », utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, « Territoire européen » et « Territoires non-européens »*

**J. VAN RIJN VAN ALKEMADE**

*Pour la République Turque*

**SUAT BILGE**

**TRADUZIONE NON UFFICIALE**

N.B. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE****relativa all'indicazione dei cognomi e dei nomi  
nei registri dello stato civile**

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile, nell'intento di assicurare l'indicazione uniforme dei cognomi e dei nomi nei registri dello stato civile, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

**ARTICOLO 1.**

La presente Convenzione si applica all'indicazione dei cognomi e dei nomi nei registri dello stato civile, di ogni persona, quale che sia la sua cittadinanza.

Essa non limita l'applicazione delle norme di diritto in vigore negli Stati contraenti relative alla determinazione dei cognomi e dei nomi.

Essa non pregiudica in nulla i cambiamenti legalmente intervenuti nei cognomi e nei nomi dopo la redazione degli atti o documenti presentati per la formazione di un nuovo atto.

Essa non impedisce che l'autorità chiamata a formare un nuovo atto rettifichi in esso gli errori evidenti di redazione che deriverebbero, in relazione ai cognomi ed ai nomi, dagli atti e documenti presentati.

**ARTICOLO 2.**

Allorché un atto deve essere iscritto in un registro di stato civile da un'autorità di uno Stato contraente e a tal fine viene presentata una copia o un estratto di un atto di stato civile o un altro documento che riporti i cognomi e i nomi scritti negli stessi caratteri della lingua in cui l'atto deve essere redatto, tali cognomi e nomi saranno riprodotti letteralmente, senza modifica né traduzione.

Saranno egualmente riprodotti i segni diacritici riportati da tali cognomi e nomi, anche se detti segni non esistono nella lingua in cui l'atto deve essere redatto.

## ARTICOLO 3.

Allorché un atto deve essere iscritto in un registro di stato civile dalle autorità di uno Stato contraente e a tale fine viene presentata una copia o un estratto di un atto di stato civile od un altro documento che riporti i cognomi ed i nomi scritti in caratteri diversi da quelli della lingua in cui l'atto deve essere redatto, tali cognomi e nomi saranno, senza alcuna traduzione, riprodotti per translitterazione nella massima misura possibile.

Ove esistano norme raccomandate dall'Organizzazione Internazionale di Normalizzazione (ISO) tali norme dovranno essere applicate.

## ARTICOLO 4.

Nel caso di diversità nella grafia dei cognomi e nomi tra vari documenti presentati, l'interessato sarà indicato conformemente agli atti di stato civile e ai documenti che stabiliscono la sua identità redatti nello Stato di cui egli era cittadino, al momento della formazione dell'atto o del documento.

Per l'applicazione della presente disposizione, il termine « cittadino » comprende le persone che abbiano la cittadinanza di tale Stato nonché i rifugiati e gli apolidi il cui *status* personale sia regolato dalla legge del suddetto Stato.

## ARTICOLO 5.

In mancanza di norme contrarie di diritto interno in tale materia, in ogni atto iscritto in un registro di stato civile dalle autorità di uno Stato contraente, la persona priva di cognome o il cui cognome non sia noto, sarà indicata dai suoi soli nomi. Se essa non ha nomi o se anche questi sono sconosciuti, sarà indicata nell'atto mediante l'appellativo con il quale è conosciuta.

## ARTICOLO 6.

Allorché in due o più atti iscritti nei registri dello stato civile da parte di autorità degli Stati contraenti una medesima persona è indicata con cognomi e nomi differenti, le autorità competenti di ogni Stato contraente adotteranno, se del caso, misure volte a eliminare le diversità.

A tal fine, le autorità degli Stati contraenti potranno mettersi in contatto direttamente tra loro.

## ARTICOLO 7.

Gli Stati firmatari notificheranno al Consiglio Federale Svizzero l'adempimento delle procedure richieste per rendere applicabile la presente Convenzione sul proprio territorio.

## LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Il Consiglio Federale Svizzero informerà gli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni notifica ai sensi del comma precedente.

## ARTICOLO 8.

La presente Convenzione entrerà in vigore a decorrere dal trentesimo giorno successivo alla data del deposito della seconda notifica e avrà efficacia da quel momento tra i due Stati che hanno adempiuto a tale formalità. Per ciascuno Stato contraente che adempia successivamente alla formalità previsti dall'articolo precedente, la presente Convenzione avrà efficacia a decorrere dal trentesimo giorno successivo alla data del deposito della sua notifica.

## ARTICOLO 9.

La presente Convenzione si applica nel pieno diritto su tutta l'estensione del territorio metropolitano di ogni Stato contraente.

Ogni Stato potrà, in occasione della firma, della notifica, dell'adesione, o successivamente, dichiarare mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero che le disposizioni della presente Convenzione saranno applicabili ad uno o più suoi territori extrametropolitani, e a Stati o territori di cui esso si assume la responsabilità internazionale. Il Consiglio Federale Svizzero informerà di tale ultima notifica ognuno degli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile. Le disposizioni della presente Convenzione diverranno applicabili, nel o nei territori indicati nella notifica, il sessantesimo giorno successivo alla data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la suddetta notifica.

Ogni Stato che abbia fatto una dichiarazione **conformemente** alle disposizioni del comma 2 del presente articolo potrà in seguito dichiarare in qualsiasi momento, mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero, che la presente Convenzione cesserà di essere applicabile ad uno o più Stati o territori indicati nella dichiarazione.

Il Consiglio Federale Svizzero informerà della nuova notifica ciascuno degli Stati contraenti ed il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

La Convenzione cesserà di essere applicabile allo Stato o al territorio indicati il sessantesimo giorno successivo alla data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la suddetta notifica.

## ARTICOLO 10.

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale dello Stato Civile, del Consiglio d'Europa, della Organizzazione delle Nazioni Unite o di una organizzazione specializzata delle Nazioni Unite,

## LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

potrà aderire alla presente Convenzione. L'atto di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero il quale informerà ognuno degli Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni deposito di atti di adesione. La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, il trentesimo giorno successivo alla data del deposito dell'atto di adesione.

Il deposito dell'atto di adesione potrà aver luogo solo dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione.

## ARTICOLO 11.

La presente Convenzione resterà in vigore senza limiti di durata. Ciascuno degli Stati contraenti avrà tuttavia la facoltà di denunziarla in qualsiasi momento mediante una notifica indirizzata per iscritto al Consiglio Federale Svizzero che ne informerà gli altri Stati contraenti e il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

Tale facoltà di denuncia non potrà essere esercitata prima della scadenza del periodo di un anno a decorrere dalla notifica prevista all'articolo 8 o dall'adesione.

La denuncia avrà efficacia a partire da sei mesi dopo la data in cui il Consiglio Federale Svizzero avrà ricevuto la notifica prevista al comma primo del presente articolo.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti softoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A Berna il tredici settembre millecentosettantatré in unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero e di cui una copia certificata conforme sarà trasmessa per via diplomatica a ciascuno degli Stati contraenti e al Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

*Per la Repubblica Federale di Germania*

Per la Repubblica Federale di Germania è considerato cittadino ai sensi della presente Convenzione chiunque sia Tedesco ai sensi della legge fondamentale della Repubblica Federale di Germania

FERID MÜHLENHÖVER

*Per la Repubblica Austriaca*

FRITZ SCHWIND

*Per il Regno del Belgio*

LEROUY

---

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

---

*Per il Granducato di Lussemburgo*

HENRI DELVAUX

*Per il Regno dei Paesi Bassi*

Per quanto concerne il Regno dei Paesi Bassi, i termini « territorio metropolitano » e « territorio extrametropolitano » usati nel testo della Convenzione significano, data l'uguaglianza esistente dal punto di vista del diritto pubblico tra Paesi Bassi, Surinam e Antille Olandesi, « territorio europeo » e « territori non-europei »

J. VAN RIJN VAN ALKEMADE

*Per la Repubblica Turca*

SUAT BILGE